

observables : D. Memmi montre comment s'accroît une dichotomie entre les professionnels en charge de l'IVG, qui n'ont cessé de « dépersonnaliser » les produits de l'avortement volontaire dans un registre qui est souvent celui du « dégoût », et les soignants en charge des bébés morts qui « pleurent » ces derniers, la présentation de leurs corps habillés aux parents étant alors le dernier acte d'un véritable processus de reconnaissance.

Ensuite, cette évolution des mentalités s'inscrit plus largement dans celle de la condition maternelle : la quasi-disparition de la mortalité infantile ainsi que la montée en puissance du désir d'enfant rendent la mort du fœtus de plus en plus intolérable. Si, remarque l'auteure, la souffrance des femmes face au décès de leur bébé a certainement toujours existé, les conditions sont aujourd'hui réunies pour faire de ces événements des drames où la souffrance exprimée devient légitime et se trouve même encouragée par les soignants lors de l'invitation à regarder les corps sans vie.

L'enquête sociologique rend possible le repérage d'une troisième voie d'explication : les contraintes accrues qui pèsent aujourd'hui sur les soignants, et notamment les sages-femmes et infirmières confrontées à ces nouvelles pratiques. Ces travailleuses, qui développent souvent une « proximité quasi féministe avec les patientes » (p. 150), se trouvent devant l'épineux problème d'administrer la mort alors qu'elles ont été formées à donner la vie. Ces femmes rappellent l'importance d'aider les parents à « faire leur deuil » grâce à la vue du corps, ce qui, en retour, rend le travail plus supportable car plus humain. Mais au-delà de ce mécanisme de défense, les soignants se positionnent comme des entrepreneurs de normes enthousiastes, qui se sentent en charge de stabiliser ce qui reste des morts et que les évolutions récentes – droit à l'avortement, désacralisation du corps pour le prélèvement d'organes, etc. – ont mis en péril. Pour le dire autrement, face à une montée de l'indifférence au sort du cadavre, ces soignants militants se font en quelque sorte les porte-parole des morts.

Ces trois voies d'explication, convaincantes et stimulantes, appellent cependant des prolongements. L'auteure évoque la violence de l'accouchement, notamment lorsqu'il est pratiqué dans le cadre d'une IMG. C'est alors aux soignantes qu'il reviendra « la charge de faire face à l'agonie

de l'enfant – qui suffoque parfois longuement à la naissance avant de mourir – en même temps qu'au désespoir des parents » (p. 145). La mort se transforme alors en une quasi-mise à mort. Il y a ici matière à une enquête approfondie sur les effets d'une telle pratique. D. Memmi insiste sur le rôle de l'institution hospitalière dont les acteurs agissent dans le sens d'un idéal civilisateur. Il aurait été intéressant de se pencher plus avant sur les controverses internes à l'institution que cet idéal peut susciter. Cet objectif n'est-il pas distribué en fonction des hiérarchies et répartitions des tâches explicites et implicites au sein de l'hôpital ? Si oui, peut-on continuer à parler de l'institution au singulier ? Enfin, l'intervention des « profanes » reste à explorer. Quel a été l'impact des associations de patients ? Ont-elles agi sous le contrôle du monde médical ? Là encore, au singulier de la société civile risque de se substituer le pluriel des mobilisations encourageant ou décourageant l'intervention sur le corps des morts.

Catherine Rémy -

CNRS, Centre de Sociologie de l'Innovation

Danblon (Emmanuelle), Nicolas (Loïc), dir. -

Les rhétoriques de la conspiration.

Paris, CNRS Éditions, 2010 (α). 348 p. Bibliogr.

Malgré une recherche sur le « conspirationnisme » encore balbutiante en France, à l'inverse de ce qui se passe aux États-Unis, le mot et le phénomène commencent à être bien balisés. Avec quelques variantes sémantiques – complotisme, « pensée conspiratoire » (M. Angenot), « explications par le complot » (E. Danblon), hypothèse ou idéologie du complot (P. A. Taguieff) – est généralement désigné par ce terme la croyance que les événements historiques ne sont pas le fruit des conjonctures, mais sont produits par l'action concertée d'un groupe d'hommes agissant en secret pour faire triompher leur dessein d'asservissement des peuples et de domination mondiale. Face à leur action s'élèvent des dénonciateurs, des anti-complot à propos desquels, par une ironie propre au monde universitaire, a été forgée une catégorie analytique qui les désigne par leur antonyme, « conspirationnistes ». Des individus soucieux de faire éclater la vérité de la conjuration que leurs contemporains ne seraient pas à même de percevoir. Il est à cet égard intéressant de noter que plusieurs des contributeurs de cet ouvrage sur *Les rhétoriques de la*

conspiration, à commencer par ses deux coordinateurs, ont préalablement travaillé la question du pamphlet¹. Les deux objets ont en commun la volonté de dévoilement d'un réel caché et le recours à un mode d'argumentation et d'écriture dénonciateur. La figure d'un Édouard Drumont, étudiée par C. Passard, incarne par exemple bien la synthèse des deux objets dans son infatigable combat contre un prétendu complot juif, dans son accusation habillée comme le veut l'époque d'une « rhétorique scientifique sans laquelle elle pourrait difficilement être audible à l'âge de la Science », et dans la position même de Drumont, se jugeant prophète incompris, pour qui « l'authenticité et la pureté de sa parole ne peuvent être acquises qu'au prix d'une nécessaire mise en marge de la société, d'un exil intellectuel ». Les visions conspirationnistes sont apparues, écrit P.-A. Taguieff dans ce volume, comme « l'un des nouveaux objets que l'histoire politique s'est donné », à côté du « faux », du « secret », de la « peur » ou des « rumeurs ». C'est aussi un objet qui intéresse la science politique, dans la mesure où non seulement le discours conspirationniste est porté par des partis et des groupes politiques, mais est également utilisé comme un moteur à l'action, et comme un moyen d'intégration du groupe et de désignation d'un ennemi.

Trois lignes d'accord parcourent les différentes contributions. D'abord, dans la perspective fonctionnaliste qui a été souvent utilisée par la psychologie sociale pour travailler cette question, revient l'idée que le conspirationnisme sert à injecter du sens, de la cohérence, de la causalité surtout, et participe ainsi d'un réenchantement du monde. Face à un événement dont l'explication lui semble insatisfaisante, il jette le soupçon sur tout causalisme, mais dans un second temps ne reconnaît aucune validité à la description de l'effet si celle-ci n'inclut pas la cause à préférer (M. Dominicy). Pour T. Herman, il y a donc deux mouvements : « transformer une certitude en incertitude, puis remplacer la première certitude par une autre qui explique mieux les faits ». La rhétorique du complot vise ici la validité et l'efficacité dans la lecture des événements mondiaux, proposant une « manière de diriger sa pensée et de (se) persuader » (M. Angenot). Ensuite, le

constat que ces montages théoriques relèvent davantage de ce que Manès Sperber désignait comme la « conception policière de l'histoire » que de la démarche scientifique. Sous cet aspect, tout fait signe aux yeux des complotistes, et leur rhétorique cherche la rationalité d'une démonstration où l'indice est « repensé en preuve » et la trace en élément visible de « l'explication globale qui fait tenir le monde » (E. Danblon). Ils visent la production d'une réponse unique, la confirmation d'une hypothèse préétablie, et s'immunisent contre toute réfutation. Enfin, le conspirationnisme réactive des stéréotypes sociaux portant sur des individus ou des groupes, parce que « les membres qui composent un tel groupe doivent être perçus comme partageant des motivations qui justifient l'organisation d'un complot » (O. Klein, N. Van der Linden). Procédant de croyances paranoïdes, il fonctionne à la diabolisation, au ressentiment, et opère cette grande simplification qu'est la règle de l'ennemi unique, avec l'idée que la dénonciation du complot n'est que la première étape d'un affrontement apocalyptique entre deux camps.

En revanche, les auteurs divergent en partie sur le moment et les conditions d'apparition des constructions complotistes. P. Zawadzki distingue ainsi la « thèse continuiste » qui comprend les complots comme la forme sécularisée d'anciens mythes et superstitions, et la thèse de « l'inédit anthropologique », portée notamment par Marcel Gauchet², selon laquelle leur apparition correspond à la modernité politique, à la fois avec l'idée qu'il faut chercher le « vrai » pouvoir derrière le « lieu vide » qu'il donne à voir, et avec l'idée que désormais « le monde est tissé de volontés humaines », ce qui rend plausible l'inquiétude que l'action d'une poignée d'individus puisse faire dévier le cours des choses. « C'est bel et bien dans les sociétés dans lesquelles les hommes se pensent comme faisant l'histoire, là où ils se donnent un pouvoir sur eux-mêmes, [que le complot] peut devenir une catégorie explicative spécifiquement politique », conclut P. Zawadzki.

Cependant, la plasticité des archaïques accusations contre les juifs, qui se sont adaptées à la modernité, semble invalider l'hypothèse d'une nouveauté du complot. C'est, pour P.-A. Taguieff,

1. Il s'agit de M. Angenot, E. Danblon, L. Nicolas, C. Passard. Certains d'entre eux ont participé au numéro spécial « Que devient le pamphlet ? », de la revue *Mots*, 91, novembre 2009.

2. Marcel Gauchet, « Le démon du soupçon » (entretien), dans « Complots, secrets et rumeurs », *Les Collections de L'Histoire*, 33, 2006, p. 60.

qu'il fonctionne à la recomposition de mythes plus anciens. Le complot des élites et des grandes agences internationales est, lui, effectivement postérieur à la modernité, apparaissant seulement après la seconde guerre mondiale, dans le procès fait à la globalisation. Mais il recycle au passage le complot juif dans la dénonciation de « l'axe américano-sioniste » qui présiderait à la marche du monde. Du reste, la permanence des accusations contre les juifs témoigne aussi d'un point que mentionne L. Nicolas, mais sur lequel les contributeurs passent un peu rapidement, parce qu'ils considèrent que le complot n'est le fait que d'individus : si le juif est présenté comme comploteur, c'est certes parce qu'il poursuit ses intérêts vils, mais aussi parce qu'il est l'esclave de sa race, agissant en fonction de lois biologiques « qui ne sont pas celles de l'humanité réelle », mais infra ou extra-humaines. Il fait donc partie des exceptions à l'analyse d'un conspirationnisme qui poserait que tout événement possède ultimement une raison humaine, car on trouve dans plusieurs théories, notamment sur le 11 Septembre, l'idée que les événements sont provoqués par des forces surnaturelles, diaboliques au sens littéral, et des théories mentionnant l'association de conjurés ou d'États avec des extra-terrestres ou des forces chthoniennes (façon H. P. Lovecraft). Et la contribution de J.-Ph. Schreiber insiste d'ailleurs sur l'association historique que fait l'anti-judéo-maçonnisme entre les juifs, les francs-maçons et Satan.

Si l'ouvrage propose une approche très riche du phénomène complotiste, il appelle néanmoins quelques réserves. Premièrement, si plusieurs articles se présentent comme des monographies d'objets ou d'événements ayant donné prise à des théories conspirationnistes (groupe Bilderberg, imposture de l'alunissage des astronautes américains, anti-maçonnisme, etc.), des cas plus récents ne sont pas étudiés spécifiquement (11 Septembre, conspirationnisme d'un Dieudonné, rhétorique de la « main de l'étranger » pour expliquer des troubles internes, etc.). Deuxièmement, certains papiers ne travaillent pas un corpus de textes particulier, laissant croire que les théories du complot recourent à une rhétorique « flottante », comme un répertoire disponible dans lequel il serait possible de piocher. On peut à l'inverse penser que si le complotisme est bien un fait de langage, il est aussi un fait politique ; ce qui explique pour une bonne part qu'on l'emploie davantage dans certains groupements politiques et à certaines périodes plutôt qu'à d'autres.

Enfin, ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir la contribution qui plaide pour un entendement rigoureux de la notion et une approche empirique du complot – celle d'E. Paparouni – être celle qui l'entend dans son sens le plus large. Pour les besoins de sa démonstration, l'auteure élargit en effet la catégorie en ajoutant parmi les acteurs désignés du complot des groupes et des entités nationales ou ethniques qui ont eu la « malchance de provoquer l'antipathie » : Iran, Irak, Corée du Nord, Noirs, Musulmans, Roms, et autres collectivités stigmatisées « par ceux qui n'acceptaient pas leur différence ou qui se sentaient menacés par leur puissance ». Se mêlant pourtant dans une telle liste des groupes accusés fantasmatiquement de complot, des États dénoncés dans le cadre d'une politique étrangère (mais dont les déclarations ou les programmes militaires peuvent légitimement inquiéter) et des groupes, en revanche, auxquels il n'a pas été historiquement prêté de conjuration mondiale. Cette incertitude – ici dénoncée et reconduite – sur les frontières de la catégorie « théorie du complot » inquiète E. Paparouni, en ce qu'elle pourrait déposséder les adversaires légitimes d'un pays d'une arme politique en en faisant un label infamant. L'auteure reproche ainsi à P.-A. Taguieff d'être dans une « entreprise angoissée visant à se débarrasser [...] de l'antiaméricanisme », en le délégitimant par principe comme complotisme simpliste. Sa contribution propose alors que le radicalisme et l'antiaméricanisme ne soient pas étudiés par la théorie de l'argumentation. Étrange programme de durcissement des frontières disciplinaires, de psychologisation des ambitions analytiques de P.-A. Taguieff, sans parler de la difficulté vraisemblable qu'il y aurait pour un chercheur à éliminer un phénomène social. La disqualification de ceux qui recourent aux théories du complot peut se retrouver dans une littérature interventionniste, mais le cœur de l'analyse du conspirationnisme consiste à mettre au jour les usages politiques de cette rhétorique. Il est ainsi possible de travailler sur l'antiaméricanisme dans ses formes générales, lesquelles peuvent parfois s'incarner dans un conspirationnisme dirigé contre ce pays, quelle que soit sa politique extérieure ; comme il est possible de travailler sur le conspirationnisme dans ses formes générales, lesquelles peuvent parfois s'incarner en un antiaméricanisme. Dans le premier cas, on pourra observer comment un même mobile idéologique adopte des formes variées dans la désignation d'un

ennemi, et dans le second comment un mode de pensée croise une détermination politique. C'est bien, dans plusieurs contributions, la présentation du conspirationnisme comme un lexique désincarné, qui conduit à ne pas examiner les groupes politiques qui en sont les inspireurs et les porteurs, et à sous-estimer sa signification politique profonde.

Emmanuel Taïeb -
Sciences Po Grenoble, PACTE

**Judt (Tony) - *A Grand Illusion ?*
An Essay on Europe. - New York,**

New York University Press, 2011. X + 152 p. Index.

Né en 1948, l'historien britannique Tony Judt est décédé en 2010. Il avait commencé sa carrière académique de ce côté-ci de l'Atlantique avec des travaux sur la gauche française. Il était professeur depuis quelques années à l'Université de New York et avait contribué à y créer le Remarque Institute pour y développer les études européennes¹. L'Européen T. Judt était, par ailleurs, devenu l'une des figures de la gauche intellectuelle nord-américaine. Les presses de l'Université de New York ont souhaité lui rendre hommage en rééditant, entre autres écrits, un court essai sur le destin de l'Europe, paru originellement en 1996 (chez Hill and Wang). Le titre choisi par T. Judt, *Une grande illusion*, n'est évidemment pas sans évoquer la connaissance intime de la culture française de la part de T. Judt. Le texte est issu de conférences qu'il donna au printemps 1995 au Johns Hopkins Center de Bologne. Il précède donc son ouvrage plus connu, *Postwar. A History of Europe since 1945* (Londres, Penguin, 2005), paru neuf ans plus tard, qui connut à la fois un grand succès critique et une large diffusion. Ce dernier ouvrage, d'une tout autre ampleur que le court essai dont il va être ici question, a d'ailleurs été rapidement disponible en français sous le titre, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945* (Paris, Armand Colin, 2007, puis Paris, Fayard/Pluriel, 2009).

La lecture de *l'Essai sur l'Europe* de 1995-1996 ne laisse pas d'apparaître au lecteur de 2011 comme un document déjà historique. En effet, T. Judt y envisage des scénarios d'avenir pour l'Union européenne, et la vérité impose de dire ici qu'il se trompe lourdement. En

particulier, un discours constant parcourt son ouvrage : selon lui, l'Union européenne ne saura, ni ne pourra, ni ne voudra ouvrir ses portes aux pays de l'ancien bloc communiste. Il bâtit dès lors une explication de ce blocage dans les expériences de longue durée divergentes entre la partie ouest et la partie est de l'Europe, et il cherche à montrer qu'il y aurait deux Europes depuis... Charlemagne, celle de l'Empire carolingien et le reste toujours aux marges de la première. Il cite ainsi (p. 47) la phrase de Metternich selon laquelle l'Asie commence au bout de la Landstrasse, une rue de Vienne. La vision proposée est à vrai dire tellement caricaturale (par exemple sur le caractère jamais « européen » de Prague ou de Vilnius, p. 50, ou sur l'unité de destinée entre sud et nord de l'Europe de l'Ouest, p. 49) – même si elle repose sur des considérations bien réelles de trajectoire de longue durée – que le propos s'en trouve fortement desservi. On comprend rapidement que l'auteur demeure à cette époque sous le choc de deux phénomènes conjoints : une réticence, plus ou moins affirmée, des pays de l'Ouest à admettre dans le club européen les pauvres cousins orientaux ; des développements politiques dans les pays libérés du communisme qui tendaient à ce moment-là à montrer que les nationalistes, les populistes et autres fanatiques allaient entraîner toute cette partie du continent dans des désordres comparables à ceux qu'avait connus l'aire yougoslave. De plus, la proximité de T. Judt avec les élites dissidentes de l'Europe communiste d'avant 1989, acquise lors de ses séjours dans la région au début des années 1990, a sans doute modelé sa perception. Il fait siennes leurs déceptions. Il n'entend rien, ni aux stratégies des forces politiques au pouvoir dans ces pays, ni à celles de « Bruxelles », ni même au rôle des aspirations européennes des populations concernées.

Force est en effet de constater que, vu de 2011, l'Union européenne s'est élargie avec succès en 2004-2007 (y compris à trois ex-Républiques soviétiques), qu'elle conserve le projet de s'élargir encore (au moins à la Croatie à court terme, et aux autres pays de l'ex-Yougoslavie et à la Turquie à moyen terme), que les pays de l'Ouest ont accepté de payer (un peu) pour ceux de l'Est à travers des fonds structurels, que l'espace Schengen, loin d'être un enclos pour les « vrais Européens », s'est étendu vers l'Est (même si la

1. Nommé selon Erich Maria Remarque.